



Norois

Environnement, aménagement, société

223 | 2012

Villes petites et moyennes

Introduction

Les villes petites et moyennes et leurs acteurs : regards de chercheurs

Christophe Demazière, José Serrano et Didier Vye



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/4177>

DOI : 10.4000/norois.4177

ISBN : 978-2-7535-2043-1

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2012

Pagination : 7-10

ISBN : 978-2-7535-2041-7

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Christophe Demazière, José Serrano et Didier Vye, « Introduction », *Norois* [En ligne], 223 | 2012, mis en ligne le 30 juin 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/4177>



Introduction

Les villes petites et moyennes et leurs acteurs : regards de chercheurs

Christophe DEMAZIÈRE^a, José SERRANO^a, Didier VYE^b

^a CITERES – UMR 6173 CNRS, (Université de Tours), MSH « Villes et territoires », 33 allée Ferdinand-de-Lesseps, BP 60449, 37204 TOURS cedex 03, France, (christophe.demaziere@univ-tours.fr), (jose.serrano@univ-tours.fr)

^b LIENSs – UMR6250, (Université de La Rochelle), Bâtiment ILE, 2, rue Olympe de Gouges, 17000 LA ROCHELLE, France, (didier.vye@univ-larochelle.fr)

Ce dossier a pour origine le colloque « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé », organisé à Tours fin 2010, par le laboratoire Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (UMR 6173 de l'université François-Rabelais de Tours et du CNRS), en collaboration avec les universités d'Orléans, Poitiers et La Rochelle. Durant deux jours, 70 communications ont été présentées. 120 chercheurs sont intervenus, dont 30 venus de l'étranger (Europe, Canada, Amérique du Sud, Afrique). Plusieurs questions ont structuré les débats : comment définir la ville petite ou moyenne ? Quelle place ces territoires occupent-ils dans l'espace régional ? Y a-t-il des mutations économiques spécifiques à ces villes ? Quels sont les effets des politiques publiques, qu'il s'agisse de politiques dédiées, de la réforme de l'Etat ou d'appels à projets ? En quoi les formes de solidarité ou d'exclusion, les stratégies résidentielles ou les modes d'habiter diffèrent-ils de ceux observés ailleurs ?

Plutôt que de tenter de rendre compte de l'ensemble des thèmes abordés, ce dossier réfléchit aux possibilités et modalités, pour les chercheurs, de redéfinir la ville moyenne, en prenant acte du

fait que celle-ci est plus une catégorie des politiques d'aménagement du territoire, qu'un concept géographique ou socio-économique stabilisé. Pour reprendre deux qualificatifs célèbres, la ville moyenne est un « objet réel non identifié » (Brunet, 1997), appelant donc aujourd'hui une actualisation des bases théoriques et méthodologiques de l'approche de l'urbain. Mais elle fut tout autant une « ville-moyen », en l'occurrence « moyen d'exploiter des gisements de main d'œuvre » durant les Trente Glorieuses (Michel, 1977), comme, à la même époque, de développer l'accès à la consommation de masse. Lors du colloque de Tours, on a noté une forte attente, de la part des élus locaux, ou techniciens des villes, qu'elles soient petites ou moyennes, d'une identification par les chercheurs de la place de ces villes dans les systèmes spatial ou économique et social contemporain, en préalable à des politiques publiques dédiées¹. Or, face à l'hétérogénéité

1. Une table-ronde a été organisée par Villes au carré, centre de ressources sur la politique de la ville et le développement territorial, mis en place en régions Centre et Poitou-Charentes avec l'appui du ministère de la Ville et des collectivités territoriales concernées. Une des spécificités de ce centre de ressource est qu'il a associé dès l'origine des universités

extrême de la catégorie « ville moyenne », mais aussi en raison de l'impact des révolutions technologiques sur les modes de vie et de production, ne s'agit-il pas d'abord pour ces villes secondaires de « négocier leur place », pour reprendre les termes de D. Béhar (2010) ? Pour nouer un dialogue fructueux avec les praticiens, il semblerait donc que les chercheurs devraient s'éloigner du modèle de référence de nombre de ceux-ci – la politique nationale des villes moyennes, qui visait, dans les années 1970, l'amélioration du cadre de vie de communes de 20 000 à 100 000 habitants – et interroger les échelles spatiales des villes moyennes, leur hétérogénéité, les mouvements généraux qui les traversent, leurs éventuelles spécificités, leurs promoteurs. Après 30 ans de décentralisation et 20 ans de « révolution intercommunale » (Borras et Le Galès, 2005), les villes secondaires évoluent au sein de systèmes d'action publique toujours plus complexes et multiscales. L'affirmation des collectivités locales à laquelle s'ajoute la place grandissante faite aux acteurs privés ou semi-privés (associations, entreprises, chambres consulaires, etc.) nous invitent à revisiter les catégories de villes traditionnellement définies par un État aménageur qui n'est plus seul aujourd'hui.

En introduction à ce dossier, nous proposerons d'abord d'interroger la catégorie « ville moyenne » à partir de la recherche urbaine, traditionnellement attachée aux très grandes villes.

Les travaux de recherches sur les métropoles, importants numériquement, dominants dans les revues internationales, permettent-ils d'approcher une spécificité des villes secondaires ? N'influencent-elles pas le regard des chercheurs voire des gestionnaires, particulièrement en France, la métropole étant souvent utilisée comme référence, voire comme modèle à atteindre ? Or, nous essaierons de montrer que les villes moyennes sont un objet probablement plus difficile à analyser que les métropoles. Ce point est notable dans une époque où, recherche de « compétitivité territoriale » oblige, les politiques publiques ont tendance à privilégier les grandes villes ou les fonctions présentes dans les grandes agglomérations. Dans un deuxième temps, nous dessinerons quelques pistes de recherche sur les villes secondaires, qui pourraient être poursuivies ces prochaines années, à l'échelle nationale

ou européenne. Parmi les pistes évoquées, la mise en exergue de nouveaux enjeux portés par certains acteurs des villes moyennes, pointée par les articles du dossier, est à souligner.

DE L'INTÉRÊT D'ÊTRE À LA MARGE DANS LA RECHERCHE URBAINE ?

Le titre choisi pour le colloque par son comité scientifique international – « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé » rappelle qu'il existe, en France en particulier, une tradition d'étude des villes petites et moyennes, au sein de la géographie mais aussi dans d'autres sciences sociales : science politique, économie régionale, aménagement du territoire, sociologie (Lajugie, 1974 ; Laborie, 1979 ; Mabileau et Sorbets, 1989 ; Commerçon et George, 1999). Par le passé, des colloques importants ont déjà été consacrés à ces sujets (Veyret-Verner, 1969 ; Norois, 1996 ; URBAMA, 1986 ; CERAMAC, 2003). Le colloque de Tours visait à cerner les héritages de ces travaux, mais aussi invitait à renouveler les recherches sur les villes petites et moyennes.

Les travaux sur les villes moyennes sont souvent le fait de chercheurs engagés dans des observations multidimensionnelles, souvent dans un temps long. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer les travaux sur le « niveau supérieur » des hiérarchies urbaines. En effet, les villes moyennes ne sont pas à l'écart de mutations sociales ou économiques beaucoup plus larges. Simultanément, interroger à partir des villes moyennes, les travaux sur les métropoles, révèle les limites de ces derniers.

Une caractéristique de la recherche urbaine, depuis ses origines, est d'être dominée par des schémas d'analyse tirés de l'étude de très grandes villes des pays développés. Sur le continent européen, Londres et Paris ont fait l'objet d'analyses trop nombreuses pour pouvoir être citées. En Amérique du Nord, Chicago a donné lieu à la création d'une école de pensée éponyme au début du ^{xx}e siècle, et Los Angeles à une autre, en géographie, dans les années 1980. En revanche, les travaux marquants sur les villes petites et moyennes sont beaucoup moins nombreux. On citera « *Middletown: a Study in American Culture* », l'étude par Robert et Helen Lynd (1929) de la ville de Muncie (30 000 habitants), à 100 kilomètres au nord-est d'Indianapo-

(Orléans, Poitiers, La Rochelle et Tours) aux acteurs territoriaux. [www.villesauccarre.org].



lis. Un peu plus près de nous, on peut relever la recherche pilotée par Edgar Morin (1965), « La Métamorphose de Plozevet », une ville de Bretagne de 3 000 habitants.

À partir de l'étude des très grandes villes, le projet scientifique de nombreux chercheurs est de produire des schémas généraux de compréhension de l'urbanisation, applicables à l'ensemble des villes, aujourd'hui ou à terme. Ici, le risque est grand de voir les villes secondaires être considérées comme sans intérêt scientifique, car pas encore concernées par des tendances déjà à l'œuvre dans certaines parties des métropoles (Bell et Jayne, 2009). Si des travaux sur les niveaux « supérieurs » donnent lieu à des considérations intéressantes et à des comparaisons éclairantes entre très grandes villes, ils ne contribuent pas, en tant que tels, à l'interprétation des mutations des villes petites et moyennes. Ceci est le cas, en particulier, des travaux sur les hiérarchies urbaines, qui ont marqué la fin des années 1990. Le projet est de définir une hiérarchie mondiale des villes en fonction de la présence de sièges sociaux d'entreprises des services financiers, juridiques et comptables (Beaverstock *et al.*, 1999). En réalité, la focalisation sur un très petit nombre d'activités et d'acteurs empêche de dire quoi que ce soit sur les autres villes, sinon d'affirmer encore plus leur « fragilité, leur retard, leurs handicaps » face à la mondialisation et son corollaire territorial, la métropolisation. Plutôt que de quantifier et créer des catégories rigides de villes, une toute autre approche serait de valoriser la production scientifique produite au sein des territoires, par des chercheurs ayant une vraie connaissance du terrain, acquise parfois à l'occasion de réflexions stratégiques pour des décideurs locaux ou régionaux. Ceci est rarement le cas des recherches sur les grandes villes mais caractérise la plupart des travaux sur les villes petites et moyennes. Ces recherches s'appuient presque systématiquement sur des investigations de terrain, souvent dans la durée.

En dehors de ce débat sur les approches méthodologiques, qui recouvre la question du rapport des chercheurs aux acteurs des territoires (en dialogue ou en retrait), les études sur les villes petites, moyennes ou intermédiaires, interrogent plus profondément la vision de la ville qui se dégage des travaux s'intéressant aux très grandes villes. La recherche urbaine récente tend à redéfinir les

villes comme concrétisant l'espace des flux : « flux de personnes, de biens, de services, d'information, de capitaux, de déchets, d'eau, de symboles » (Graham, 2001). Effectivement, des changements technologiques majeurs favorisent une mobilité accrue (Ascher, 1995 ; Castells, 1996). De plus, l'individualisation des rapports sociaux redéfinit les liens à l'espace en fonction des besoins de chacun. Il faut aussi mentionner que la décentralisation ou le retrait de l'État des territoires, conduisent à ce que ceux-ci se mettent en concurrence (Brenner, 2004).

Cette redéfinition de la ville s'est traduite, au plan pratique, par la mise en place de nouveaux espaces ou dispositifs largement étudiés par les chercheurs : projets urbains emblématiques, quartiers d'affaires autour de gares TGV, *edge cities*... Laissées largement à l'écart de ces manifestations, les villes petites et moyennes rappellent que les espaces urbanisés possèdent aussi (surtout ?) une matérialité fortement inscrite dans l'histoire et la culture locales (Guay et Hamel, 2004). Même si des tendances générales, comme l'émergence du paradigme de la ville durable, contribuent à changer les représentations et les politiques urbaines, la définition de la ville par les flux n'épuise pas totalement la réalité. Elle s'ajoute, plutôt qu'elle ne remplace, l'ancienne vision de la ville, espace de centralité pour les individus, les fonctions, les symboles. Étudier des villes secondaires, ce serait donc montrer qu'un niveau quotidien continue à coexister avec les effets des flux internationaux de marchandises, de capitaux, d'hommes et de symboles. Ce serait examiner les pratiques locales, les identités, les autonomies. Si on s'inspire des travaux sur la « ville ordinaire » (Amin et Graham, 1997), on peut dire que les villes secondaires, peut-être plus encore que les grandes villes, sont simultanément reliées à d'autres espaces urbains, traversées par des flux, des influences, mais aussi enracinées dans une histoire, un patrimoine. Que les villes secondaires soient à la fois insérées et distancées en fait des objets de recherche complexes, au moins aussi délicats à analyser que les très grandes villes. Pour autant, il ne s'agit pas de faire des villes moyennes une catégorie : la notion recouvre une grande diversité de situations.

RENOUVELER LE REGARD : QUELQUES PISTES DE RECHERCHE SUR LES VILLES PETITES ET MOYENNES

La notion de ville petite ou moyenne est mobilisée par un nombre grandissant d'acteurs de l'aménagement ou du développement économique (État, Chambres de commerce et d'industrie, élus locaux, etc.) pour justifier une politique ou une action économique spécifique. Cependant, François Madoré observe dans ce dossier que cette notion est transcendée par d'autres agents économiques comme les promoteurs immobiliers qui ne tiennent pas compte de la taille de l'agglomération, pour localiser leurs projets résidentiels. Si les villes petites et moyennes doivent continuer à être vues comme une catégorie à part, leur spécificité mérite d'être interrogée.

Trois axes de recherche nous semblent devoir être mis en avant. Tout d'abord, l'identification des villes moyennes devrait être menée de pair avec la question de leur place dans l'espace régional. Daniel Béhar (2007) a annoncé « la fin des villes moyennes », dans la mesure où certaines villes moyennes étaient concurrencées par leur espace rural, notamment en termes d'attractivité et d'économie résidentielle, tandis que d'autres étaient satellisées par la dilata-tion des grandes agglomérations. Il serait facile de montrer que telle ou telle ville moyenne n'appartient à aucune de ces catégories. Dans cette perspective, des recherches pourraient s'attacher à mieux comprendre, d'une part, les avantages comparatifs détenus par les villes moyennes au sein d'une hiérarchie urbaine, d'autre part, les manières dont les villes se relient à d'autres, et les formes prises par ces liens. À titre d'exemple, en Allemagne, plus de 400 villes comprenant entre 20 000 et 100 000 habitants, et situées à moins de 50 km d'une très grande ville ont été étudiées pour préciser leurs potentialités de développement (Adam, 2006).

D'autres recherches pourraient porter sur la dynamique économique des villes moyennes. Un certain nombre de travaux ont bien décrit le rôle de ces villes pendant les Trente Glorieuses, qu'il s'agisse de l'Anjou ou du bassin de Fougères (Minguet, 1985 ; Biret, 1983). Les villes moyennes recueillaient, soutenues par l'État aménageur, l'industrialisation et du même coup croissaient. Depuis les années 1990, certaines villes (comme Alençon, Dreux ou Romorantin) voient l'industrie se contracter, sans

qu'une autre vocation se dessine clairement laissant les collectivités locales souvent désarmées face à la concurrence mondiale. Mais la désindustrialisation n'est qu'une clé de lecture de la situation économique des villes moyennes. Entre la force de l'économie résidentielle, l'appui sur une fonction universitaire, la relation d'entreprises locales à un pôle de compétitivité, la gamme des systèmes productifs des villes moyennes est étendue. Des « plate-forme satellites » (Markusen, 1996), aux systèmes locaux de compétence (Grossetti, Guillaume et Zuliani, 2006), les villes secondaires sont sur des trajectoires différentes et divergentes, ce qui stimule l'établissement de typologies qui pourraient être notamment construites autour de la mise en évidence d'acteurs-clés qui font (et défont) la ville petite et moyenne.

De ce fait, un dernier thème concerne les politiques publiques. En France, l'État a encouragé la coopération intercommunale, laquelle concerne tous les territoires, dont ceux des villes moyennes. Le succès quantitatif de la coopération intercommunale est un fait, mais l'intercommunalité, si elle augmente la taille démographique des villes secondaires, accroît-elle pour autant la performance des politiques publiques ? 90 communautés d'agglomération regroupent entre 50 000 et 100 000 habitants ; on peut s'interroger sur leur capacité à investir également les champs de compétence qui leur sont attribués. Dans les grandes agglomérations françaises, des travaux ont montré qu'il existe des degrés divers de construction intercommunale (Baraize et Négrier, 2001 ; Boino et Desjardins, 2009). Il reste à voir si, dans les villes moyennes, les différences sont plus ou moins exacerbées. En tout cas, les structures intercommunales « moyennes » ne sont qu'un élément du système local d'action publique, peut-être moins moteur que dans les grandes villes. Interroger la pertinence territoriale et les projets des établissements publics de coopération des villes moyennes supposerait d'analyser la gouvernance multi-niveaux.

Les articles rassemblés dans ce dossier s'attachent en particulier à redéfinir les villes moyennes à partir des politiques publiques qui les ciblent ou des acteurs qui s'en saisissent. En premier lieu, Frédéric Santamaria montre que la catégorie « ville moyenne », invoquée aujourd'hui pour susciter, sinon une politique nationale d'aménagement du territoire à l'égal de celle des années 1970, du moins une attention du niveau national aux pro-



blèmes des villes hors grandes agglomération est périmée. Pour lui, les vrais enjeux d'aménagement du territoire mettent en relation ces villes avec leurs espaces environnants (périurbanisation, charges de centralité, polarisation socio-spatiale), avec d'autres territoires aux mêmes caractéristiques ou avec de très grandes agglomérations. Il plaide pour la participation active des villes moyennes à l'organisation du territoire à ces différentes échelles, qui dépassent toujours les périmètres spatiaux et sectoriels de compétence des acteurs institutionnels : commune ou structure intercommunale, département, région, nation. Pour lui, les modes d'élaboration de nouvelles politiques d'aménagement du territoire restent à inventer.

À partir d'un programme de coopération transnationale entre villes moyennes en Espagne, France et Portugal auquel il a participé en tant que chercheur, Frédéric Tesson rend compte de l'émergence de nouveaux acteurs des interventions publiques concernant les villes moyennes. En effet, ce programme est porté essentiellement par des chambres de commerce et d'industrie, appuyées par des structures privées ou publiques d'ingénierie. Les deux seules municipalités qui s'y impliquent ne sont pas des villes moyennes au sens des chercheurs : l'une est la deuxième commune d'une aire métropolitaine et située en première couronne de la ville-centre, l'autre est fonctionnellement intégrée à une agglomération de 400 000 habitants, au sein d'un pays Basque largement urbanisé. Participer à ce programme permet aux deux villes de s'émanciper du contexte local, qu'elles contribuent par ailleurs à structurer. Quant aux chambres de commerce et d'industrie, participer à un programme « villes moyennes » permet d'agir à l'échelle régionale, et pas seulement dans la grande ville où est localisée l'institution.

Pour sa part, François Madoré montre que les petites villes sont tout autant concernées que les moyennes ou les grandes par le développement d'ensembles résidentiels sécurisés. Quels que soient les discours des élus (ou de leurs associations) sur la qualité de vie et l'échelle humaine prêtée aux villes moyennes, les opérateurs de l'habitat qui y interviennent, privés et publics, proposent aujourd'hui des produits répondant à la demande forte de sécurité et d'entre soi exprimée par les ménages et ce, quelle que soit la catégorie d'espaces urbains.

Bibliographie

- ADAM B., 2006, Medium-sized Cities in Urban Regions, *European Planning Studies*, vol. 14, n° 4, p. 547-555.
- AMIN A., GRAHAM S., 1997, The Ordinary City, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 22, n° 4, p. 411-429.
- ASCHER F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 345 p.
- BARAIZE F., NÉGRIER E., 2001, *L'invention politique de l'agglomération*, Paris, L'harmattan, coll. « Logiques politiques », 312 p.
- BEAVERSTOCK J.-V., TAYLOR P.-J., SMITH R.-G., 1999, A roster of world cities, *Cities*, vol. 16, n° 6, p. 445-458.
- BÉHAR D., 2007, La fin des villes moyennes ?, *Les Échos*, 14 déc. 2007, p. 15.
- BÉHAR D., 2010, Les incertitudes stratégiques de l'aménagement du territoire. Une illustration par les villes moyennes, communication au colloque « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé », Tours, 9-10 décembre 2010.
- BELL D., JAYNE M., 2009, Small Cities? Towards a Research Agenda, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, p. 683-699.
- BOINO P., DESJARDINS X. (dir.), 2009, *Intercommunalité : politique et territoire*, Paris, La documentation française, 213 p.
- BRENNER N., 2004, *New States Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 351 p.
- BIRET J., 1983, L'implication de l'appareil de formation dans les systèmes locaux d'emploi : le cas de Fougères, dans *Une stratégie locale pour l'emploi - Actes du Colloque du Ministère de l'Emploi*, Paris, Éditions du Centre d'Études de l'Emploi.
- BORRAZ O., LE GALÈS P., 2005, France : the intermunicipal revolution. dans DENTERS B. et ROSE L. E., *Comparing local governance : Trends and Developments*, New York, Palgrave-Mc Millan, p. 12-28.
- BRUNET R., 1997, *Territoires de France et d'Europe (Raisons de géographe)*, Paris, Belin, 319 p.
- CERAMAC, 2003, *L'avenir des petites villes, Actes du colloque international de Clermont-Ferrand*, novembre 2002, Clermont-Ferrand, Presses de l'Université Blaise Pascal, 325 p.
- CASTELLS M., 1996, *The rise of the network society*. Cambridge, Mass, Blackwell Publishers.
- COMMERÇON N., GEORGE P., 1999, *Villes en transition*, Paris, Economica, coll. « Géographie », 221 p.
- GRAHAM S., 2001, FlowCity, Networked Mobilities and the Contemporary Metropolis, *DISP*, n° 144, p. 4-11.
- GROSSETTI M., GUILLAUME R., ZULIANI J.-M., 2006, La spécialisation cognitive : les systèmes locaux de compétences, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 101, p. 23-31.
- GUAY L., HAMEL P., 2004, Les villes contemporaines à la croisée des choix collectifs et individuels, *Recherches sociographiques*, vol. 45, n° 3, p. 427-439.
- LABORIE J.-P., 1979, *Les petites villes*, Paris, Éditions du CNRS, 363 p.
- LAJUGIE J., 1974, *Les villes moyennes*, Paris, Cujas, 216 p.
- LYND R., LYND H., 1929, *Middletown. A Study in American Culture*, New York, Harcourt Brace and Company, 560 p.

- MABILEAU A., SORBETS C. (dir.), 1989, *Gouverner les villes moyennes*, Talence, CERVIL, 188p.
- MARKUSEN A., 1996, Sticky Places in Slippery Space : a Typology of Industrial Districts, *Economic Geography*, vol. 72, n° 2, p. 294-314.
- MICHEL M., 1977, Ville moyenne, ville-moyen, *Annales de géographie*, n° 478, p. 641-685
- MINGUET G., 1985, *Naissance de l'Anjou industriel*, Paris, L'Harmattan, 231 p.
- MORIN E., 1965, *La Métamorphose de Plozevet*, Paris, LGF, 288 p.
- NOROIS, 1996, *Les villes moyennes dans l'Arc Atlantique*, n° 171.
- URBAMA, 1986, Petites villes et villes moyennes dans le Monde Arabe, Tours, URBAMA, *Fascicules de recherche* n° 16 et 17, 838 p.
- VEYRET-VERNER G., 1969, Plaidoyer pour les moyennes et petites villes, *Revue de géographie alpine*, tome 57, n° 1, p. 5-24.